

Didier

DESTOUCHES

LA RÉPUBLIQUE

A BOUT DE SOUFFLE

Chroniques de la vie politique

de Hollande à Macron

Texte intégral

Dépôt légal

07/2020

ISBN

979-10-227-9027-7

Achévé d'imprimer en France

Bookelis / 2020

A mon épouse Jacqueline et à ma fille jade, mes
lumières

Avant-propos

Cette époque est elle une transition, une fin ou un commencement ? La sphère publique est elle vouée à s'effondrer face au bélier des individualismes ? La politique devient elle obsolète ? La République peut elle se relever de sa chute progressive mais constante ?

Ces questions dansent un ballet incessant dans l'esprit de celui qui cherche à observer et traduire en idées et perspectives, à la lumière de ses connaissances toujours relatives; le monde dans lequel il vit.

lorsque j'ai été sollicité par diverses rédaction de médias et de presse écrite pour expliquer la vie politique et le fonctionnement des institutions nationales, je ne penserais pas commencer en réalité un travail m'amenant à construire une réflexion progressive, quoique parfois irrégulière dans le temps, sur ce que je qualifie aujourd'hui de déclin républicain. La république française dans les valeurs qui la fonde, mais également dans son fonctionnement en tant que système politique ; chancelle et titube. Cela dit elle a les moyens de se redresser pour aller de l'avant.

Le temps et les temps m'ont donc paru mûrs pour livrer au public sur ce sujet, l'ensemble de mes observations cristallisant quelques pensées, idées et convictions mêlant la sociologie politique et le droit constitutionnel mais aussi l'histoire et l'éthique au sujet de notre édifice républicain. Ces réflexions ont pris pendant une décennie, la forme de nombreuses chroniques hebdomadaires diffusées sur les ondes radio, en presse écrite ou lors de conférences itinérantes pendant près de dix ans. Elles ont été établies dans un exercice de vulgarisation scientifique au gré de l'actualité politique et sociale dans les outre-mers et en France et que j'ai suivi pendant le quinquennat de François Hollande jusqu'aux débuts tumultueux de son successeur iconoclaste Emmanuel Macron.

Cette actualité devenue histoire immédiate forme pour moi un ensemble homogène en ce qu'il est caractérisé par une forme d'agonie des partis politiques français mêlé à une irruption fracassante sur l'échiquier politique de la société civile et à une dilution des anciennes idéologies. Ces changements je ne les analyse pas tous, mais je propose ici un florilège épicé, un panel diversifié de ceux qui m'ont le plus interpellé et qui traduisent aussi ma sensibilité intellectuelle et les idées ou actions qui retiennent fortement mon attention d'enseignant-chercheur.

J'ai la chance d'échanger avec des générations d'étudiants sur ces thématiques mais aussi avec des confrères et collègues. Ces échanges accentuent toujours plus ma faim de consommateur d'idées et d'actions politiques pour notre temps et c'est aussi cette faim que je souhaite partager avec vous lecteurs. Alors bon appétit à tous!

Chapitre 1:

L'affaiblissement institutionnel

Mélenchon le tribun républicain

Présidentielles 2012, un candidat détonne : Jean-Luc Mélenchon. Il a été dans cette élection présidentielle le candidat de la colère" comme Marine Le Pen fût la candidate de la peur. Colère contre le système et pas seulement capitaliste, colère contre le conformisme ambiant, notamment des socialistes et d'une certaine gauche "molle", colère aussi contre la peur de l'autre et la France d'extrême droite, contre les élites et surtout colère républicaine. Une colère qui le pousse à continuer son combat dans le cadre des élections législatives sur les terres même de sa rivale d'extrême-droite.

De façon frappante, Jean-Luc Mélenchon s'approprie la République, son héritage historique, son idéal universaliste, son humanisme, sa vertu surtout... Celle qui exclut toute discrimination, toute idée de repli sur soi, celle qui promeut la fraternité mais aussi la diversité. Le vibrant discours de Marseille l'a illustré parfaitement.

Le candidat du Front de Gauche veut s'opposer par sa campagne de la présidentielle et sa candidature à la députation, certes aux dérapages

de l'économie capitaliste, aux excès du système financier international, et à l'Europe libérale mais aussi à la vague identitaire, xénophobe et nationaliste du repli sur soi qui sépare les enfants de la République et caractérise le discours des partisans et leaders des droites extrêmes, souverainistes et populaires. La défense des travailleurs passe aussi par l'apologie de la République fraternelle.

Chez Mélenchon il y'a un mélange acidulé de tradition révolutionnaire et d'adhésion intègre et sans concessions aux principes de la République. Il y'a chez cet homme une allure de hussard de la République et comme un ton robespierriste. Une volonté de s'ériger en rempart d'une gauche humaniste et populiste face à une droite réactionnaire et populiste.

Ce qui est intéressant, c'est cette actualisation qu'il effectue, d'un discours idéaliste digne de 1848 et des barricades à une heure où la crise économique (et pas encore sociale) est dans tous les esprits. La candidature de Mélenchon est une candidature de crise de même que cette campagne est une campagne de crise.

Mélenchon attire à lui des électeurs qui sont aussi bien des "bobos socialistes" nostalgiques de 1981 que d'indignés (ex partisans de Montebourg) en guerre contre le système bancaire et ses abus, source de crises et

d'injustices, que de membres des classes moyennes principales victimes de la baisse du pouvoir d'achat et de la crise et les héritiers du parti communiste en quête de renaissance voire de révolution mais aussi de réhabilitation. Jean-Luc Mélenchon arrive à la fois à séduire les classes populaires et les plus aisés. Autant les cadres que les employés et ouvriers.

Selon l'Institut BVA par exemple, près de 18% des citoyens aux revenus allant de 2.500 à 3.500 euros voteraient pour lui. Chez les revenus inférieurs à 1.500 euros, il récolterait 17% des voix.

La campagne de Mélenchon pour l'élection présidentielle fût une campagne citoyenne moderne et qui a peut être le mieux capitalisé des atouts indispensables :

- 1) Etre en phase avec son temps.
- 2) Bien communiquer.
- 3) Réaliser des coups médiatiques.
- 4) Avoir un adversaire bien identifié ainsi qu'un camp bien déterminé -et surtout mobilisé.

Pourtant sa campagne fût aussi très classique en remettant au goût du jour les grands meetings et rassemblements populaires, souvent dans la rue. Vintage ? Certainement... Même en politique il arrive que le passé redevienne à la mode.

Jean-Luc Mélenchon a surtout réalisé l'exploit de rendre à nouveau crédible et honorable aux yeux des citoyens électeurs les idées de l'extrême gauche, et la phraséologie communiste... Mais la personnalité de ce candidat a aussi séduit.

Ses points forts: de vraies convictions et une image de frondeur défendant tour à tour le peuple de gauche, la République, l'utopie et le terroir. Un réel Talent d'orateur et donc de communicant. Une image plus forte et plus antagoniste de rival de Sarkozy que Hollande qui était dans une logique de rassemblement plus que de combat de coqs, contrairement à Mélenchon. Une opposition ouverte et frontale au Sarkozysme mais aussi et surtout au Front national, ce qui depuis Bernard Tapie était devenu rare.

Ses points faibles: un électorat non encore stabilisé, donc potentiellement volatile: la sûreté du choix des électeurs de Mélenchon était à la veille du premier tour encore relativement faible. Il y eut aussi l'absence de lieutenants connus et d'une équipe visible même si cette équipe est très active dans l'ombre du candidat. Mais aussi une campagne peut être trop basée sur l'affectif, l'idéalisme et les sentiments voire les ressentiments, que sur une volonté d'unir et de rassembler sur la base de consensus et

compromis ce qui demeure, à tort ou à raison, la règle pour le succès en politique.

En définitive, ce sont ces points faibles qui l'ont emporté et ont empêché le candidat Mélenchon de gagner son pari: participer au premier tour de la présidentielle et engranger suffisamment de voix pour gagner sa bataille républicaine contre le Front national et Marine Le Pen, et surtout jouer les arbitres pour le second tour.

Pour les législatives, quel sort lui réservent les urnes? Soit une revanche, et alors le moment Mélenchon n'en est qu'à ses débuts, telle la floraison des cerisiers qui annonce le printemps pour la gauche non socialiste et écologiste. Soit c'est un nouvel échec et le moment Mélenchon sera pareil à ce printemps pluvieux: il n'aura pas tenu ces promesses.

Un projet de budget 2014 historique ?

Le prochain budget s'inscrit dans un effort appuyé et historique de réduction de la dépense publique. Un chiffre : 9 milliards d'économies réalisées. La France veut en imposer à l'Allemagne et à l'Europe mais pas sûr que cela serve ses intérêts. En réalité , les « directives » du FMI (Fonds monétaire international) et l'extension du calendrier exigé par Bruxelles, montrent que la réduction de la dépense publique n'est plus la priorité, contrairement au soutien à la croissance et à la politique monétaire (la Chine valorise son Yuan dans le monde et soutient puissamment sa demande intérieure, le Japon dévalue sa monnaie et soutient la demande, et les Etats-Unis sont sortis de la récession en soutenant tout ce qui pouvait créer de l'emploi, l'investissement dans les nouvelles filières technologiques et le pouvoir d'achat.). Derrière ce choix budgétaire favorable aux entreprises (qui par la voie d'un MEDEF toujours insatisfait demande au moins 100 milliards) plutôt qu'aux ménages qui espéraient une baisse des impôts, il y'a en réalité une politique très pragmatique. Non seulement le budget français est désormais soumis à l'approbation de la Commission européenne qui

reste soucieuse de voir les déficits publics réduits et qui dispose d'un droit de veto ; mais en plus le président Hollande souhaitait au départ certainement faire peser l'effort fiscal en début de mandat et relâcher la pression en fin de quinquennat. Idem pour le soutien aux entreprises. Cependant, avec ce budget, il est fort possible que les chiffres insuffisants de la croissance française persistent, et donc aussi le « casse-tête fiscal » du gouvernement.

Le projet de budget 2014 présenté par le premier ministre Jean-Marc Ayrault s'inscrit dans une dynamique politique de moins en moins sociale et de plus en plus libérale. La démonstration en est assez simple. D'un côté ce budget soutient l'offre des entreprises en offrant un bol d'air de 10 milliards de réduction de charges et d'aides financières, qui s'ajoutent au précédent beau cadeau des 11 milliards générés par le crédit impôt compétitivité. D'un autre côté, le gouvernement, même s'il déclare la pause fiscale (terme peu optimiste pour l'avenir) pour la plupart des ménages et n'augmentent pas leur imposition, leur prend dans le même temps près de 12 milliards avec notamment la suppression de certains avantages fiscaux, telles que les niches fiscales pour la scolarisation dans le secondaire ou le supérieur par exemple. Il faut dire que la cour des comptes a proposé au

gouvernement la suppression de plus d'une centaine de niches fiscales inefficaces ou coûteuses afin de réduire la dépense publique. Toutefois les niches qui seront concernées ne semblent pas être pour l'heure celles proposées par la haute instance financière et sont bien moins nombreuses. Le gouvernement va donc conformément à une tradition libérale, soutenir la compétitivité, l'investissement et la production des entreprises, et partant le marché (ce qui peut et doit favoriser la croissance) et surtout la création d'emploi. Dans le même temps il prend l'énorme risque de ne pas booster le pouvoir d'achat, et ainsi de diminuer la demande et donc la consommation des ménages à un moment où justement la frêle reprise économique devrait être renforcée pour devenir une croissance durable.

Le gouvernement face à la motion de censure

La motion de censure prévue par l'article 49-2 permet aux députés de renverser le gouvernement. En principe seulement, car dans les faits, la procédure, bien que très utilisée sous la Ve République (celle de mercredi était la 55e depuis 1958), n'a atteint qu'une seule fois son but, en octobre 1962, contre le gouvernement de Georges Pompidou (mais il sera reconduit par le général de Gaulle après une dissolution de l'Assemblée et de nouvelles législatives). Particularité du vote : seules les voix des députés favorables à la motion sont comptabilisées. Ceux qui veulent soutenir le gouvernement s'abstiennent ou ne prennent pas part au scrutin. La procédure a tout de même la portée politique d'interpeller la représentation nationale et l'opinion publique sur les carences d'une politique gouvernementale jugée suffisamment inefficace voire médiocre par la majorité des membres de l'opposition.

Pourtant la motion soumise au vote mercredi ne surprend pas et ne bouleverse pas la donne politique. En effet, la vraie crise politique n'est pas dans l'enceinte parlementaire mais bel et bien dans la rue, dans les écoles, dans les médias, dans la lassitude collective face aux

grands défis de l'emploi, de la croissance, de la maîtrise de la dette publique et qu'aucun gouvernement de droite ou de gauche ne semble être en mesure jusqu'ici de relever avec succès. Le président de la République et son premier ministre sont au plus bas des opinions positives. Manque d'autorité au sommet de l'Etat, manque de lisibilité des choix politiques, contexte économique défavorable et très inquiétant pour l'Europe, manque de solidarité à gauche, et une République irréprochable déjà atteinte par la démission de Jérôme Cahuzac, l'un des ministres phare du gouvernement Ayrault...Malgré une attitude combative du premier ministre au sein de l'hémicycle, la vision et la direction reste difficile à saisir. Le cap est inconnu.

La situation pourtant ne semble pas atteindre le chef de l'état qui poursuit avec une forme d'obstination tranquille une mandature qui était de toute façon déjà annoncée comme quasi impossible. En face l'opposition tarde à émerger de ses récentes frasques partisans et il n'y'a pas d'alternatives en termes de propositions. Un tableau général somme toute assez classique sous la V eme République, s'il n'y'avait cet élément à ne pas oublier, incontournable et dangereux : les progrès de l'extrême droite française qui apparaît de plus en plus aux yeux

des électeurs de tous bords comme l'alternative
qu'elle ne saurait être.

Montebourg ressuscite l'institution de la nationalisation d'entreprise

Arnaud Montebourg ministre cabotin de l'industrie a plaidé pour une prise de contrôle temporaire de l'aciérie de Florange par l'Etat. Le socialisme est il vraiment de retour en France ? Le redressement productif passe donc par l'accentuation de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Une proposition qui mérite d'être expliquée tant l'on pensait le terme de nationalisation devenu obsolète. Dans quelles conditions l'Etat peut-il nationaliser une entreprise ?

«Nationalisation» : rarement entendu ces dernières années, le mot vient de faire un retour en fanfare dans le débat public par la voix d'Arnaud Montebourg et ainsi dans la vie des institutions françaises. Fermement opposé aux pratiques des dirigeants d'ArcelorMittal, la multinationale de l'acier qui compte fermer une partie de son site lorrain, le médiatique ministre du Redressement productif a évoqué une prise de contrôle temporaire de celui-ci par l'Etat, le temps de trouver un repreneur. Il faut savoir que La nationalisation est le transfert imposé d'un bien de nature privé vers la propriété publique d'une institution publique. Elle implique donc la

contrainte des propriétaires privés. Contrairement à la confiscation pure et simple, la nationalisation implique le versement d'une indemnité aux actionnaires de l'entreprise concernée. Il s'agit donc d'un processus payant voire onéreux pour les finances publiques. Pour nationaliser une entreprise, il suffit donc au gouvernement de faire voter une loi en ce sens. C'est ainsi, à quelques exceptions près, qu'a procédé le gouvernement provisoire de Charles de Gaulle à la Libération.

C'est aussi par la loi que François Mitterrand a procédé, en 1982, à la nationalisation de trente-neuf banques, de cinq groupes industriels et de deux compagnies financières. Depuis, c'est le processus inverse qui est à l'œuvre : la droite, en 1986 et 1993, puis la gauche entre 1997 et 2002, ont procédé à de nombreuses privatisations. Nombreux sont ceux pour qui la nationalisation est une atteinte au droit de propriété, un archaïsme garanti par la Constitution et par la Déclaration des droits de l'homme en tant que «droit naturel et imprescriptible». C'est à ce titre que l'opposition de droite a saisi le Conseil constitutionnel avant le vote de la loi de nationalisation de 1982. Dans une décision restée célèbre, celui-ci a reconnu le «caractère fondamental» de la propriété privée, mais a estimé que celle-ci admet des «limitations

exigées par l'intérêt général», notamment s'agissant de «faire face à la crise économique, de promouvoir la croissance et de combattre le chômage». Ce qui figure bien au cahier des charges de l'action du ministère d' Arnaud Montebourg.

L'idée du gouvernement et de son ministre du redressement productif est donc d'exproprier le groupe de l'ensemble du site de Florange, d'en devenir majoritaire, et de s'associer avec un opérateur industriel, qui serait minoritaire dans un premier temps. Il livrerait ensuite l'ensemble à cet industriel privé. "Nous avons un repreneur industriel capable de faire alliance avec l'Etat, (...) un repreneur qui met son argent dans l'affaire, ça veut dire qu'il croit dans ces hauts-fourneaux et le site de Florange et qui est prêt à les faire fonctionner", a expliqué le bouillonnant ministre. Les méthodes de 1982 seraient donc les meilleures vingt ans après...L'avenir nous le dira.

En tout cas, cette proposition fait l'unanimité car elle a d'ores et déjà reçu nombre de soutiens politiques de tous bords, du président de l'UDI Jean-Louis Borloo, des élus politiques de Moselle, dont une députée UMP. L'ex-ministre de l'Economie Thierry Breton, qui était à Bercy lorsque Mittal avait lancé une offre publique

d'achat sur Arcelor en 2006, a déclaré dans le quotidien Les Echos que la nationalisation par la loi figure dans l'arsenal juridique français et que "sa légitimité ne saurait donc être discutée dans son principe". Une nationalisation temporaire serait "respectueuse de l'Etat de droit français et européen", a déclaré lundi Arnaud Montebourg. Oui, mais la vraie question est brûlante d'actualité : à quel prix ?

L'impossible retraite politique de Nicolas Sarkozy

Nicolas Sarkozy est non seulement de retour mais déjà en campagne. Tel le phoenix, le voilà qui renaît de ses cendres politiques encore fumante à travers une visite au QG de l'UMP en huis clos hyper médiatisé. Et en plus tout le monde travaille, consciemment ou pas, pour lui. L'électeur français qui en majorité ne souhaite pas son retour et lui offre ainsi un challenge inédit à remporter sous la cinquième République et une raison paradoxalement de se (re)présenter. Le président Hollande qui place Sarkozy en adversaire désigné du système institutionnel certes mais aussi de lui-même. Le silence forcé de Copé et surtout de Fillon qui laisse une place de plus en plus grande à l'ancien président dans les médias mais surtout à l'UMP.

Tout concourt à replacer l'ancien président au cœur de la vie politique et des prochaines élections locales et nationales. Pour les fidèles de Sarkozy, Il s'agit pour le moment de minimaliser voire étouffer le naufrage financier de l'UMP et les ennuis judiciaires (pourtant réels et alarmants) de certains des barons de « la Sarkozie », tout en permettant à la droite forte, courant majoritaire des dernières élections internes à l'UMP et pro sarkozyste, de mener

idéologiquement les prochaines campagnes électorales et de les remporter. Copé étant cantonné à un rôle de « lièvre » pour l'ancien président. Tel est le message envoyé par la fête de la violette (fleur symbole du bonapartisme) qui a annoncé le vrai come-back de « Sarko ». L'affaire Tapie puis l'invalidation des comptes de campagne de Nicolas Sarkozy par le Conseil constitutionnel, qui sont en réalité de graves camouflets judiciaires pour l'ancien président, se sont transformés en vaste et efficace opération de communication politique qui rappelle les derniers jours de la dernière campagne présidentielle : « je vous demande de m'aider... » dit Sarkozy ; et de renflouement des caisses de l'UMP (qui cumule 55 millions d'euros de dettes !).

Occuper le terrain médiatique, rester au centre des regards de droite ou de gauche, faire le débat sans y participer surtout que pour le moment, le gouvernement et ses couacs successifs tendent à placer ce dernier en allié plutôt qu'adversaire du retour du vrai chef de file de la droite. Voilà une feuille de route que l'ancien président et futur candidat probable semble s'être imposé. En réalité le seul obstacle à la reconquête programmée à l'heure actuelle pour l'ancien président est le patron du Front national : Marine Le Pen qui en ayant réussi la mue d'un

parti extrémiste nationaliste en parti populiste souverainiste a certainement récupéré une grande partie de l'électorat que Nicolas Sarkozy avait réussi à lui prendre deux fois de suite. Ce qui devrait peut-être amener un Sarkozy en « pleine réflexion » à déplacer son curseur discursif sur des thèmes moins générateurs de clivages que ceux de sa dernière campagne.

La rentrée désordonnée de l'UMP

Si l'UMP n'est pas divisée, elle est en revanche morcellée. La rentrée politique du parti de droite a été marquée par deux événements illustrant cette réalité : le renflouage des caisses du parti, annoncée par un Jean-François Copé endossant seul l'habit du sauveur, et le manque d'unité avec des cadres qui ont fait leur propre rentrée un peu partout en France : Wauquiez et Péresse, Fillon, Copé, Juppé et même Sarkozy. Chacun a eu sa propre tactique de communication, son propre rassemblement et surtout son propre message. François Fillon a particulièrement été combattif avec une sortie radio sur la crise syrienne très remarquée et la mise en ligne de premières propositions de campagne présidentielle, dont certaines sont assez marquantes.

A bien écouter l'ancien premier ministre, on se rend compte que finalement il se rapproche des positions de la droite dure, pour laquelle les positions du Front national ne sont pas toutes à jeter, tandis que Copé se montre de moins en moins proche de cette ligne (héritée de la campagne Sarkozy). Au final on voit qu'à droite le fossé entre les idées vient renforcer le vide qui sépare de plus en plus les hommes. Cela est du

bien entendu à la dynamique de primaires pré-présidentielles dans laquelle le parti s'est peut être prématurément enfermée. Dès lors, il est probable que seule une victoire importante aux municipales redonne un peu de cohésion à l'opposition qui pour le moment n'a pas pu profiter comme elle aurait pu des déboires du gouvernement et du manque de liant entre les forces de gauche (y compris au sein du gouvernement.)

Faut il s'attendre à un retour au tout devant de la scène politique d'Alain Juppé, l'ancien premier ministre de Jacques Chirac, et deuxième ministre de l'ancien président Sarkozy ? L'ancien bras droit de Jacques Chirac est devenu la personnalité politique préférée des français, devançant même Manuel Walls. Les médias semblent donc croire à son retour. Et il faut dire que la dernière prestation télévisée du maire de bordeaux avait une véritable saveur de campagne présidentielle. Il s'est en effet érigé en véritable gardien des institutions républicaines dans le cadre de la crise syrienne et de la question de savoir si le président devait consulter le parlement avant toute initiative. Et franchement le ton était plus que solennel et donc présidentiel. J'ai personnellement même dû vérifier si c'était bien Alain Juppé qui s'exprimait et pas le général De Gaulle revenu d'outre-

tombe. D'autres raisons peuvent consolider cette idée d'un retour. D'abord, il y'a un véritable front TSS au sein de l'UMP, TSS cad tout sauf Sarkozy, car la déroute financière du parti et son sauvetage laborieux en ont épuisé plus d'un et laissé un goût très amer dans la bouche de certains ténors du parti tel que Raffarin. D'autres part, la rivalité Fillon/Copé est partie pour durer et Alain Juppé en vieux sage qui se refait une jeunesse politique sait qu'il pourrait comme il y'a déjà quelque mois être appelé à la rescousse. Un rôle qu'il affectionne particulièrement. Mais surtout, après avoir servi des personnalités politiques loyalement et en avoir payé le prix, Alain Juppé affiche une sereine maturité politique : près de 40 ans de vie publique, doublée d'une stature d'homme d'état plus imposante que celle des actuels rivaux potentiels, le président Hollande compris. En apparaissant à l'issue des municipales comme la personnalité de droite la mieux élue, l'ancien premier ministre pourrait bien rebattre les cartes en sa faveur pour 2017 et enregistrés des ralliements inattendus. Il n'en sera pas moins un candidat parmi d'autres lors de primaires à l'UMP qui s'annoncent décidément très musclées.

Quand Fillon réinvente Fillon

Depuis qu'il a quitté sa fonction (laborieuse et ennuyeuse selon les observateurs) de premier ministre, il faut reconnaître qu'on ne s'ennuie pas avec François Fillon tant il interprète un personnage haut en couleur et donne une représentation surprenante sur la scène politique avec un scénario plein de rebondissements. Tour à tour critique de la stratégie et du discours de campagne présidentiels de son chef de file de l'époque Nicolas Sarkozy, briseur d'unité irréductible et inconsolable de son propre parti politique l'UMP, créateur parlementaire de la droite républicaine et sociale, martyr humilié du vrai faux retour de Sarkozy lors du dernier bureau politique extraordinaire de l'UMP en juillet dernier, et enfin assassin et pourfendeur cynique de la pratique du front républicain et du Ni-Ni (contre le Front National). C'est comme si vous aviez Superman après cinq ans de Clark Kent...A moins que ce ne soit Mr Hyde après cinq ans de Dr. Jekyll...A vous de juger. Il reste que François Fillon impose (plus qu'il ne démontre) aux médias et à l'opinion publique deux choses : La première c'est qu'il est le seul candidat à la présidence à être déjà et totalement en campagne. La deuxième c'est qu'il ne

s'interdit rien parce qu'il ne dépend plus de rien, ni de personne. Pour réussir et sortir d'une image médiatique de notable bien pensant et modéré, François Fillon, il est vrai un tantinet revanchard après son humiliation médiatique par la « Sarkozie » en juillet (il avait été accueilli devant les caméras par des huées), frappe fort en allant directement « chasser » sur les terres idéologiques de la droite dure majoritaire et héritière de Nicolas Sarkozy. Un courant mené désormais par Guillaume Peltier et Didier Geoffroy. Son discours se radicalise et il s'autorise à autoriser les alliances électorales futures des candidats de l'UMP avec le parti d'extrême-droite pour les prochaines élections (au cas par cas). Ce faisant, il démontre qu'il est prêt à tout pour gagner les prochaines primaires et que le cynisme en politique compte plus que l'honneur ou la morale. Ce qui est exactement le contraire de l'image qu'on lui collait jusqu'alors. Mais imiter est-ce interpréter ? En voie d'être marginalisé depuis la dernière primaire, Fillon a compris que son seul recours pour arriver avec succès au bout était de profiter de son émancipation douloureuse de l'axe Sarkozy/Copé pour aborder librement, et en prenant la main, les sujets qui feront le débat présidentiel en 2017 et qui sont, compte tenu de l'évolution sociétale, clivants. Par ailleurs 67% de l'électorat UMP est d'accord avec un rapprochement FN/

UMP. Malgré les vives protestations qu'il a suscité, et les divisions qu'il a accessoirement accentué à l'UMP, Fillon clive a son tour le débat politique et fait parler de lui ! A vrai dire, on ne pouvait pas faire mieux pour faire oublier le spectre bien présent de Sarkozy et s'appropriier l'électorat que chouchoutait Jean-François Copé et sa droite décomplexée. Il lui faudra néanmoins réfléchir à ceci : comment gagner les élections en se mettant à dos le centre-droit mené par Jean-Louis Borloo (qui lui demande déjà des comptes) et comment réussir à conquérir ce bulldozer électoral qu'est le parti UMP tout en se voulant affranchi de toute tutelle et en étant marginalisé par la plupart de ses cadres ? Réponse lors des prochaines séances.

SEGO fait le Buzz !

Buzz, buzz, buzz... Les abeilles médiatiques se font de plus en plus entendre dans notre monde POLITIQUE agité du XXI^e siècle. L'ère du tout internet a donné lieu à une course au sensationnel. Quitte à en oublier beaucoup de nos valeurs, on réagit à chaud et en chaîne. Et Ségo ne fait malheureusement pas exception à la règle. À 60 ans, la dame de Poitou Charente a voulu se montrer en accord avec son époque mais elle en a oublié les tenants et les aboutissants. La vice-présidente de la Banque Publique d'Investissement et ex candidate à la présidentielle a fait le buzz il y'a quelques jours, déguisée en icône républicaine de la liberté guidant le peuple pour un article publié par le quotidien national : le parisien. Quant au titre de l'article : "Osez monsieur le président !", l'apostrophe semble fort à propos, mais était-ce vraiment à elle de la formuler ? En tant que membre de la majorité, une telle réplique ne fait que souligner les dissonances déjà grandes au sein du PS et les doutes sur la politique menée par le président. Soyons clair, "Le Parisien" a clairement réussi son coup, mais peut-on en dire autant de l'ancienne candidate à l'élection présidentielle ? Rien n'est moins sûr. À trop jouer avec les symboles, on finit par se brûler